

OÙ VA L'IRAN À L'HEURE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE MAI 2017 ?

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche à l'IRSEM

RÉSUMÉ

L'élection présidentielle iranienne survient dans un contexte régional très tendu. Celui-ci présente autant de risques que d'opportunités pour le régime iranien. Cette note décrypte les enjeux de cette élection en se focalisant d'abord sur les défis régionaux immédiats, puis en analysant la situation intérieure (politique, économique et sociétale) avant de s'intéresser aux capacités réelles des forces armées iraniennes et à la complexité des politiques extérieures d'un pays à la croisée des chemins, oscillant entre Islam idéologisé et nationalisme patriotique.

SOMMAIRE

Un contexte international tendu, source d'incertitudes	2
La politique intérieure	3
L'économie.....	4
La société	5
Les forces armées.....	5
La politique extérieure	7
Le cas particulier d'Israël.....	8
Pour aller plus loin.....	9
<i>Carte de la rivalité géostratégique entre l'Iran et l'Arabie saoudite</i>	9
<i>L'Iran en quelques chiffres</i>	10
<i>Bibliographie</i>	11

UN CONTEXTE INTERNATIONAL TENDU, SOURCE D'INCERTITUDES

L'élection présidentielle iranienne (1^{er} tour le 19 mai 2017) se déroule dans un contexte régional tendu marqué par l'élection récente de Donald Trump, par l'activisme offensif de la Russie au Moyen-Orient, par le regain d'ambitions régionales de la Turquie et par la persistance d'une rivalité exacerbée entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Les dirigeants iraniens parient sur le pragmatisme de Donald Trump, rappelant qu'en tant qu'homme d'affaires, il devrait être favorable à l'idée de négociations débouchant sur un accord gagnant-gagnant. Ils estiment que Trump cherche, dans un premier temps, à accroître la pression sur eux pour pouvoir négocier dans une position plus favorable par la suite. C'est ce qui explique la retenue de Téhéran face à la fois aux déclarations contradictoires de la nouvelle administration américaine et à ses frappes récentes en Syrie. Plus que l'éventuelle dénonciation de l'accord sur le nucléaire ou une hypothétique confrontation militaire, c'est l'imprévisibilité de Donald Trump et sa volonté de maintenir bas les prix des hydrocarbures qui inquiètent le pouvoir iranien. Ce dernier, tout en se tenant prêt à faire face à toute éventuelle agression, a réaffirmé avec force que l'Iran respecterait les termes de l'accord sur le nucléaire, ne serait-ce que pour faire porter la responsabilité de son échec sur les États-Unis si ceux-ci venaient à le dénoncer.

Si Téhéran partage des intérêts stratégiques avec Moscou, leurs intérêts énergétiques divergent fondamentalement, tout particulièrement en Irak et en Syrie. Les Iraniens cherchent en effet à diversifier leurs exportations d'hydrocarbures en construisant à travers ces deux pays de nouveaux gazoducs en direction de l'Europe et de la Méditerranée, alors-même que les Russes verrouillent cette voie pour rester dans un tête-à-tête gazier avec les Européens. Au-delà de la question énergétique, la Russie constitue une source d'inquiétude (voire de menace) à long terme pour l'Iran, laissant entrevoir une rivalité grandissante que certains pourraient être tentés d'instrumentaliser. L'angoisse des Russes est inscrite dans l'ADN historique des Persans qui se souviennent que les deux empires se sont souvent fait la guerre, que la Russie a toujours cherché à accéder aux mers chaudes via la Perse, et que l'Armée rouge occupait Téhéran et le nord de l'Iran pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pendant la Guerre froide, 60 % de l'Armée du Chah était déployée sur la frontière Nord, face aux Soviétiques. Aujourd'hui, le rapprochement entre Poutine et Trump d'une part, entre la Russie et Israël d'autre part, inquiète les élites iraniennes.

L'activisme offensif de la Turquie en Syrie et en Irak, de même que les critiques acerbes du président turc Erdogan à l'encontre de Téhéran, agacent l'*establishment* iranien. Même si les présidents iranien, russe et turc se rencontrent régulièrement dans le cadre du processus d'Astana¹, ils semblent avoir des difficultés à s'entendre sur les dossiers régionaux². De nombreux Iraniens interprètent les critiques très vives d'Erdogan à l'encontre de leur pays comme les gages d'un président turc, isolé, à l'égard de Moscou, Washington et Tel-Aviv. Ils rappellent que Téhéran ne tolèrera pas le maintien de l'armée turque en Irak une fois Mossoul reprise et Daech éliminé du nord de l'Irak. Ces deux derniers objectifs constituent la priorité stratégique de l'Iran à court terme³.

Pour l'*establishment* iranien, l'Arabie saoudite reste l'acteur contribuant le plus à l'incertitude régionale, alors même qu'une certaine forme de dissuasion réciproque assure un relatif équilibre entre l'Iran et Israël. Depuis l'accord de juillet 2015, le régime iranien est persuadé que le temps joue désormais pour lui et contre la monarchie saoudienne, à condition de ne pas tomber dans le piège d'un conflit imposé par ceux qui continuent de vouloir ostraciser l'Iran. S'il appelle de ses vœux une grande négociation avec un régime saoudien plus raisonnable, il ne souhaite pas pour autant son effondrement ou sa fragmentation qui serait source d'encore plus d'instabilité et d'incertitude régionales. En effet, l'Iran perçoit aujourd'hui la sécurité du Moyen-Orient de manière globale. A court terme, celle-ci passe par l'éradication de Daech et la marginalisation du djihadisme salafiste. A moyen terme, elle passe par une indispensable négociation avec l'Arabie saoudite et sans doute par un dialogue discret avec Israël. A cet égard, tout indique que l'Iran cessera de soutenir les Houthis au Yémen à l'issue d'une négociation avec Riyad qui pourrait survenir quand le pouvoir saoudien sera convaincu qu'il est de son intérêt de s'asseoir à la table des négociations, en échange notamment de la reconnaissance d'une primauté iranienne au Liban, de la même manière que le Chah d'Iran avait soutenu activement les *peshmergas* kurdes en rébellion contre le pouvoir central irakien (1970-1975) jusqu'à ce que celui-ci accepte un compromis sur le Shatt el-Arab (Accord d'Alger de 1975).

1. Depuis janvier 2017, la Russie, l'Iran et la Turquie se retrouvent au Kazakhstan avec les groupes armés qu'ils soutiennent respectivement, pour discuter à huis clos de l'avenir de la Syrie en marge des négociations de Genève qui se déroulent sous l'égide de l'ONU.

2. Pour les géopoliticiens iraniens, la Turquie et l'Iran appartiennent à des plaques tectoniques parallèles qui entrent parfois en friction en Azerbaïdjan, en Irak et en Syrie. Les deux pays ont néanmoins appris à gérer leurs différends depuis le traité de paix de Qasr-e-Shirin (1639) entre les empires Ottoman et Persan.

3. Pour Téhéran, la bataille de Mossoul est donc prioritaire par rapport à celle de Raqqa.

A long terme, la normalisation des relations entre l'Iran, l'Irak et les monarchies du Golfe passe par un cadre de dialogue et de sécurité régionale (qui pourrait s'inspirer de celui de l'OSCE) dans lequel chaque acteur étatique local aura un rôle à jouer. Personne en Iran ne souhaite le remodelage des frontières régionales. Comme les Turcs et les Irakiens, les Iraniens s'opposent à l'idée d'un État kurde indépendant. Ils conviennent toutefois qu'il faudra négocier l'avenir politique des sunnites irakiens pour que ceux-ci demeurent à l'intérieur d'un Irak unitaire.

Malgré ce contexte très incertain, la République islamique d'Iran s'estime désormais consolidée et n'a plus peur de voir son modèle politique s'effondrer, même s'il est probable que celui-ci évoluera après le décès du Guide (Ali Khamenei). L'élite iranienne a interprété l'accord sur le nucléaire de juillet 2015 comme la reconnaissance internationale du régime iranien et de sa pleine intégration dans le concert des nations. Ce sentiment est par ailleurs accru par le souvenir douloureux de l'échec de la révolution verte du printemps 2009. Hassan Rouhani ne souhaite de ce fait aucune confrontation militaire et n'entamera aucune hostilité directe, pas même avec Israël ou l'Arabie saoudite, même si le Corps des gardiens de la révolution poursuivra très certainement ses opérations militaires en Syrie ; mais s'il est agressé ou qu'une guerre lui est imposée, Téhéran se battra et ripostera sans hésiter, y compris contre les États-Unis.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

La politique intérieure iranienne est dominée à court terme par l'élection présidentielle, et à moyen terme par la perspective de la désignation d'un nouveau Guide. Le 19 avril 2017, le Conseil des Gardiens a validé les candidatures des six personnalités autorisées à concourir pour la présidence de la République⁴. Il est significatif que la candidature de l'ancien président populiste Mahmoud Ahmadinejad, désormais en opposition frontale avec le Guide, n'ait pas été retenue afin de ne pas fragiliser les délicats équilibres internes et ne pas envoyer de signaux négatifs à la communauté internationale. Ali Larijani (59 ans, conservateur modéré), actuel président du Majles (le Parlement monocaméral) attend patiemment son heure en misant sur 2021 ; il sait pouvoir s'appuyer à cette échéance sur ses nombreux réseaux et sur ses frères bien placés au sommet de l'État.

Hassan Rouhani reste le favori⁵ de cette élection dont l'éventuel deuxième tour, en cas de résultat non conclusif au premier, pourrait se dérouler après le mois de Ramadan, probablement au début de l'été. Ce délai permettrait au régime de gagner un peu de temps pour réagir à toute évolution brusque de la situation régionale tout en montrant au président sortant qu'il lui faudra composer avec le camp conservateur. Mohammad-Baqer Qalibaf, héros de la guerre Iran-Irak (le « Bonaparte iranien », actuel maire de Téhéran), s'est retiré et vient d'appeler à voter pour le candidat ultraconservateur ; Eshaq Jahangiri s'est lui aussi désisté mais au profit de Hassan Rouhani qui se retrouve de fait dans un duel avec Ebrahim Raïssi. Ce dernier, membre du clergé et vecteur d'une vision idéologique orthodoxe, est connu pour avoir ordonné l'exécution de nombreux opposants lorsqu'il était procureur de la république. Jusqu'à l'ultime moment, le régime iranien se laisse ainsi la capacité de réagir au contexte international en favorisant l'un ou l'autre des deux principaux candidats, les deux plus petits ayant peu de chances d'obtenir un score significatif.

Tout dépendra en définitive d'une véritable inconnue : le choix du peuple. Le régime a en effet retenu la leçon de la révolution verte de 2009 et sait qu'il ne peut plus désormais aller à l'encontre d'un vote massif de la population. A bien des égards, il semblerait que le régime, tout comme la société, soient désireux de mettre en avant un agenda nationaliste pragmatique, mettant en sourdine un agenda idéologique religieux perçu comme repoussoir et facteur d'aggravation des tensions régionales. Une évolution similaire semble palpable en Turquie et dans certains pays arabes.

Au-delà de l'élection présidentielle, la seconde priorité, en termes de politique intérieure, concerne la succession du Guide vieillissant (77 ans) et malade, qui vient de perdre son plus vieil adversaire (Rafsandjani). Les très fortes tensions opposant le camp Rouhani aux ultraconservateurs semblent s'être apaisées. Le président Rouhani a donné des gages aux durs du régime et a consenti un tour de vis sur la scène intérieure. De fait, le débat sur le mode de succession du Guide (un seul Guide très puissant pour les ultraconservateurs *versus* un Conseil de Guidance formé de plusieurs ayatollahs pour les tenants de l'ouverture) a été mis en sourdine pour ne pas raviver les tensions et pour donner une image d'unité face à l'administration Trump. Il est intéressant de souligner que c'est le Guide lui-même qui a encouragé

4. Ces candidats sont : Hassan Rouhani, président sortant ; Eshaq Jahangiri, son vice-Président ; Ebrahim Raïssi, membre du clergé conservateur, gardien de la mosquée Imam Reza et successeur putatif du Guide ; Mohammad-Baqer Qalibaf, maire conservateur de Téhéran et ancien commandant en chef des pasdarans ; Mostafa Aqa-Mirsalim, ancien ministre de la culture ; Mostafa Hashemi-Taba, ancien physicien.

5. Hassan Rouhani peut se targuer d'un bilan très positif sur la scène extérieure ; il reste le mieux placé pour répondre aux deux agendas prioritaires du prochain mandat présidentiel dominé par l'accélération de l'ouverture économique (avec la modernisation de l'outil de production industriel) et par la mise en place de prudentes réformes politiques et sociétales.

Ebrahim Raïssi (présenté comme son dauphin) à se présenter à l'élection présidentielle sachant que s'il ne la remportait pas, il perdrait sa légitimité pour lui succéder. Ce faisant, Ali Khamenei indique à l'ensemble de la classe politique qu'il entend bien garder la main jusqu'au bout. C'est sans doute ce qui incite les candidats putatifs à la prudence, notamment Hassan Rouhani dont certains font valoir son intérêt pour cette charge suprême.

L'ÉCONOMIE

L'économie constitue la priorité absolue du régime à échéance visible, quel que soit le président élu. L'Iran mise durablement sur son développement industriel et financier et cherche à s'ouvrir à des partenariats tous azimuts (investissements urgents dans l'industrie pétrolière et gazière, les infrastructures et les moyens de transport), tout particulièrement en direction de l'Asie⁶. L'élite dirigeante (y compris une partie des *Pasdarans*) a compris qu'elle gagnerait davantage d'influence en imposant l'Iran comme un pôle économique dynamique régional, plutôt qu'en recherchant l'affrontement armé. Le tourisme est perçu comme un vecteur de développement économique et d'apaisement des tensions avec l'Occident (le nombre de touristes occidentaux a été multiplié par 20 en 2 ans). Même Mohsen Rezaï, l'inoxydable représentant conservateur du lobby des anciens combattants (il fut commandant en chef des pasdarans pendant la guerre Iran-Irak) et longtemps soutien de la politique d'autarcie de l'Iran, a publiquement déclaré que l'Iran devait désormais miser sur le tourisme et développer une véritable stratégie d'ouverture économique⁷.

Les Iraniens sont conscients des promesses de leurs indicateurs macro-économiques : classe moyenne nombreuse et bien formée (même si le régime ne parvient pas à résorber le chômage des 700 000 jeunes qui arrivent annuellement sur le marché du travail) ; niveau scientifique en hausse constante (brevets, médaille Fields) ; potentiel d'hydrocarbures très élevé (seconde réserve mondiale de gaz et quatrième de pétrole – hors schistes bitumineux) ; diversification réelle de l'industrie (véhicules, agroalimentaire, aéronautique, spatial) ; commerce international en progression (au-delà des pistaches et tapis). Ils sont également lucides à propos des défis à relever et des réformes à conduire : restructuration du système bancaire ; lutte contre la corruption et l'opacité ; allègements bureaucratiques ; attraction des investisseurs étrangers ; privatisation d'un secteur public pléthorique dominé par les pasdarans.

Les Iraniens ne se font aucune illusion sur le caractère mercantile des Chinois, même s'ils viennent de signer un nouvel accord de coopération militaire avec Pékin qui reste le premier partenaire économique de l'Iran (23 % de parts de marché)⁸. Ils cherchent aussi à échapper à la mainmise économique de Moscou qui impose ses conditions financières depuis des décennies, pour diversifier au maximum leurs partenariats économiques⁹. C'est la raison pour laquelle les Iraniens se tournent vers les Européens désireux (et capables, compte tenu des sanctions bancaires toujours imposées par le Congrès américain) de nouer des relations commerciales avec eux. De ce point de vue, le commerce franco-iranien, en progression depuis 2015 (accords majeurs conclus par Total, Peugeot et Airbus en 2016 ; part croissante des industries agroalimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques), dispose encore de marges de progression considérables.

Au-delà du seul agenda économique, les principaux défis de l'Iran, à plus long terme, restent la gestion de l'eau douce (beaucoup de pollution et de gaspillage) et la prise en compte du facteur environnemental (notamment la pollution très inquiétante qui règne à Téhéran), mais aussi la capacité du régime à offrir un avenir à la jeunesse.

6. A titre anecdotique, l'hôtel pour étrangers dans lequel l'auteur résidait était occupé à plus de 90 % par des hommes d'affaires asiatiques ; les rares Européens (Allemands et Italiens) se réjouissaient ouvertement de la posture de la France qui « leur assurait une avance certaine dans le domaine de la négociation commerciale ». Chaque semaine, le *Tehran Times* met en avant les multiples projets de *joint ventures* entre l'Iran et la Corée du Sud, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Indonésie ou bien encore la Malaisie.

7. Lors du colloque «The Geopolitical Crises in the Islamic World», diffusé à la télévision publique iranienne, qui s'est tenu à l'université Shahid Beheshti de Téhéran le 15 novembre 2016 et auquel l'auteur a eu l'opportunité de participer. En 2015, les revenus du tourisme (en hausse constante) se sont élevés à 9 milliards de dollars.

8. *Tehran Times* du 15 novembre 2016.

9. Hormis la Chine et la Russie, les principaux partenaires économiques de l'Iran sont les Emirats arabes unis (17 % de parts de marché), la Corée du Sud (8 %), la Turquie (6,5 %), l'Allemagne (5,5 %) et l'Inde (5 %).

LA SOCIÉTÉ

Le dilemme du nouveau président iranien se résumera à l'équation suivante : comment conduire le minimum d'ouvertures attendues par une majorité de la population sans paniquer les caciques du régime ? Pour l'instant, Hassan Rouhani assure la synthèse entre les aspirations nationalistes, économiques, technologiques et religieuses d'une société en transition qui tente de faire cohabiter les enfants de la révolution (plus de la moitié de la population a moins de 30 ans et n'a connu ni la révolution, ni la guerre Iran-Irak), les anciens combattants (qui contrôlent le pays bien davantage que le clergé) et une bourgeoisie moyenne tiraillée entre la volonté de réformes sociétales et la peur de tomber dans une crise politique pouvant dégénérer en guerre civile, comme en Syrie. Le souvenir des manifestations de 2009 et de leurs conséquences reste encore prégnant dans tous les esprits. Cette société persane, très différente des autres sociétés du Moyen-Orient, reste attirée par le modèle culturel nord-américain ; elle investit dans l'éducation (près des deux-tiers des jeunes Iraniens poursuivent des études supérieures dont une majorité de jeunes femmes) et vénère la culture de l'ingénieur, de même que le cinéma, tout en maintenant fermement ses traditions¹⁰.

Pour certains experts (B. Hourcade), « la société iranienne met en place un nouveau logiciel que personne ne connaît vraiment, pas plus les Iraniens que les observateurs étrangers, qui oscille entre nationalisme (retour en force du mythe de Darius), Islam et ouverture au monde ». Pour d'autres (A. Kian), « les jeunes sont beaucoup moins politisés que leurs parents ; ils ne veulent pas changer le régime, mais l'ouvrir et le moderniser »¹¹. Pour d'autres encore (F. Nahavandy), « la jeunesse actuelle aspire à l'amélioration de sa situation économique avec la possibilité d'accéder à un travail décent, à la société de consommation et à la disparition de la chape morale qui l'étouffe au quotidien ; les mécontentements socio-économiques ont entraîné une culture de l'émigration qui touche toutes les couches de la population ». Tous observent cependant qu'il s'agit d'une société apaisée en voie de sécularisation, bien moins religieuse que les sociétés arabes (les mosquées sont vides). Cette multiplicité de points de vue explique que l'opposition soit à la fois diversifiée et divisée.

LES FORCES ARMÉES

Plusieurs constats découlent de l'examen attentif des capacités réelles des forces armées iraniennes. Tout d'abord, celles-ci sont équipées de matériels très anciens (25 ans pour les plus récents d'origine russe ; 40-50 ans pour les plus anciens d'origine américaine ou britannique). Même si ceux-ci ont été rafistolés et modernisés, leur valeur militaire reste très en deçà des armements équipant les armées des pays voisins. Ensuite, ces forces armées répondent à la logique des gros bataillons privilégiant une masse d'infanterie bien équipée et entraînée mais peu mobile, dont la mission principale consiste à défendre les frontières, qu'il s'agisse de l'armée régulière (Artesh) ou du Corps des Gardiens de la Révolution (Sepah), les *Pasdarans*. Il en découle une stratégie essentiellement défensive (que l'on pourrait qualifier de doctrine du hérisson fondée sur des mûles de fantassins retranchés dans les montagnes du pays, appuyés par une artillerie pléthorique et par des forces spéciales capables de violentes contre-attaques¹²). Cette stratégie prioritairement défensive s'appuie sur des batteries de missiles sol-air S-300 (livrées fin 2016¹³) et sur une trentaine d'intercepteurs (MiG-29 et F-14 Tomcat) encore en état de vol. Au-delà de leurs nombreuses capacités de harcèlement terrestre (forces spéciales, drones) et naval (batteries côtières de missiles antisurface chinois, sous-marins de poche, essais de vedettes légères, drones), les seules capacités réellement offensives des forces armées iraniennes se résument à la possibilité de conduire :

- une offensive Cyber de grande ampleur contre les capacités C4 (Command, Control, Computers & Communications) de ses voisins ou de ses adversaires potentiels [Sepah] ;
- un raid hélicoptéré de la taille d'une brigade aéromobile à proximité immédiate des frontières (rayon d'action de la flotte d'hélicoptères CH-47) [Artesh] ;
- une incursion terrestre de la taille d'une ou deux divisions blindées-mécanisées au-delà des frontières terrestres du pays (clairement en Afghanistan, au Pakistan ou en Irak) qui, compte tenu des contraintes logistiques, ne saurait durer [Artesh + Sepah] ;

10. Voir les nombreux reportages sur ce sujet d'Armin Arefi dans *Le Point*.

11. A l'instar d'Hassan Khomeiny, petit-fils de l'ayatollah fondateur de la république, souvent présenté par les médias locaux comme le « Justin Bieber iranien ».

12. C'est ainsi que l'armée iranienne a tenu son territoire pendant la guerre Iran-Irak.

13. *Press TV Iran*, 13 octobre 2016.

- un assaut amphibie pouvant débarquer jusqu'à deux brigades d'infanterie de marine dans le Golfe, en océan Indien ou en mer Rouge, escorté par des corvettes vieillissantes et vulnérables [Artesh + Sepah + Marine] ;
- un raid aérien d'une quinzaine de chasseurs bombardiers Su-24 équipés de missiles de croisière ukrainiens Kh-55 (ou/et de la version « Soumar » de fabrication iranienne¹⁴) escortés par une douzaine de MiG-29 équipés de missiles air-air de 3^e génération (les pays du Golfe et Israël sont équipés de missiles de 4^e ou de 5^e génération) [Aviation] ;
- une sortie offensive des trois sous-marins Kilo d'origine russe dans le golfe d'Oman, en océan Indien ou en mer Rouge [Marine] ;
- la projection de la Force Qods (Jérusalem) appuyée par quelques bataillons spécifiques (paras, blindés, artillerie, génie, drones, hélicoptères) au profit d'alliés de l'Iran [Sepah + Artesh] ; cette force est aujourd'hui en partie déployée en Irak et en Syrie, ce qui limite le contingent disponible pour d'autres théâtres ;
- une frappe de missiles balistiques contre un ou plusieurs objectifs symboliques, pour réaffirmer la crédibilité de l'outil militaire iranien et par là-même sa capacité de dissuasion [Sepah].

Au bilan, aucune des actions décrites ne constitue l'invasion de la péninsule arabique annoncée par certains acteurs régionaux désireux de renforcer les garanties occidentales de sécurité à leur profit. Ces mêmes actions pourraient être prévenues, en cas de détérioration subite du contexte régional, par le déploiement préventif de systèmes défensifs aériens, antiaériens et antimissiles (F-22, Rafale, Patriot, THAAD, PAAMS, frégates antiaériennes et anti-sous-marines). Cela aurait l'avantage de rassurer les monarchies du Golfe, sans pour autant provoquer d'escalade incontrôlable avec les autorités iraniennes.

Tableau récapitulatif des forces armées iraniennes

	Effectif	Grandes unités	Principaux matériels
Armée régulière (Artesh)	350 000	12 divisions (4 blindées, 2 mécanisées, 4 d'infanterie, 1 para, 1 commando)	1 500 chars (480 T-72) 1 250 blindés légers 2 350 canons et lance-roquettes multiples.
Pasdarans (Sepah / IRGC)	130 000	13 divisions (2 blindées, 8 d'infanterie, 3 de forces spéciales) + Force Qods + Force d'assaut amphibie + Force balistique (225 missiles : 200 Shahab-1/2, 25 Shahab-3 et Ghadr)	Plusieurs milliers de missiles antichars et de MANPADS ¹⁷
Aviation + Défense antiaérienne	32 000	18 escadrons, 225 avions de combat (dont les 2/3 en état de vol) + 3 avions de ravitaillement en vol + drones + une trentaine de batteries de S-300 & S-200	36 MiG-29, 24 Su-24, 10 Su-25, 60 F-4E, 50 F-5E, 10 F-14, 24 F-7, 10 Mirage F-1
Marine	18 000	QG à Bandar Abbas ; 10 navires de premier rang, 13 navires amphibies, une centaine de patrouilleurs, 18 sous-marins de poche, batteries côtières équipées de C-704 et C-802.	3 sous-marins Kilo 7 corvettes lance-missiles 13 navires amphibies 34 patrouilleurs lance-missiles 18 sous-marins de poche
Bassidj	100 000	Plusieurs centaines de bataillons	
Garde-frontières	50 000	Plusieurs centaines de postes	
Total	680 000	25 divisions + Force Qods + 225 missiles balistiques	

Sources : SIPRI (2016) ; *Military Balance*, 2017, IISS, Routledge, p. 376-379.

La véritable capacité de frappe en profondeur de l'Iran est constituée par son arsenal balistique dont les performances sont aujourd'hui limitées (une petite trentaine seulement de missiles Shahab-3 d'une portée estimée à 1 800 km et d'une précision assez aléatoire ; de nombreux Shahab-1 et 2 à la portée réduite), même si dans le futur cet arsenal pourrait être sensiblement renforcé par la mise en service de missiles Shahab-4 et 5. De même, la capacité de l'Iran à établir des bulles A2/AD (Anti-Access Area-Denial) ne doit pas être exagérée tant que ses forces armées ne disposent pas de missiles antisurface performants et de missiles S-400 ou équivalents (que la Russie n'a pas encore accepté de lui livrer)¹⁵.

14. Reuters, 2 février 2017.

15. Israël et les États-Unis connaissent parfaitement les missiles S-300 qui équipent la Syrie depuis d'assez longues années et dont sont dotés la Grèce et l'Égypte.

Deux derniers points méritent d'être soulignés. D'abord, grâce à la levée progressive des sanctions économiques et pétrolières, l'Iran va disposer d'une manne financière significative pour moderniser son outil de défense tous azimuts, ceci pour mieux échapper à la mainmise russe et chinoise et opérer ainsi une montée en gamme qualitative¹⁶. Son budget militaire (estimé entre 14 et 16 milliards de dollars en 2016) pourrait atteindre 19 milliards de dollars en 2017¹⁷. La nature des armements achetés constituera un signal quant à l'évolution future du régime, soit vers un recentrage idéologique et religieux (priorité à la dissuasion et aux armes défensives et de harcèlement), soit au contraire vers la promotion d'un nationalisme militariste visant à étendre l'influence perse dans la région (priorité aux capacités de projection).

De plus, on assiste aujourd'hui à un conflit générationnel au sein du Corps des Gardiens de la Révolution et à une véritable mutation de la vieille garde des *Pasdarans* ayant combattu pendant la guerre Iran-Irak. Celle-ci semble en effet s'assagir avec l'âge (un classique dans toute époque postrévolutionnaire) et devenir pragmatique, sachant qu'elle conservera ses prébendes et qu'elle est concurrencée par la jeune garde qui se bat au Levant. Cette jeune garde, qui remporte des victoires en Syrie et en Irak et gagne par là même en légitimité, est convaincue de la nécessité de pratiquer l'ouverture économique pour accroître l'influence de l'Iran (agenda clairement nationaliste), pour moderniser ses forces armées, pour rentabiliser le prix du sang payé dans des combats très durs et pour accroître la part du gâteau économique auquel elle aimerait pouvoir goûter.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

A l'instar des États-Unis, l'Iran ne conduit pas une politique étrangère, mais plusieurs politiques extérieures qui interagissent en fonction des acteurs, des zones, des thèmes et du contexte. L'Iran appartient à plusieurs systèmes régionaux qui s'insèrent dans des ensembles continentaux ou globaux. Chacun de ces systèmes, à l'importance variable en fonction du moment, interagit sur les autres, entraînant des gains ou des pertes qui doivent être évalués sous forme d'un bilan global. Ce qui compte pour le gouvernement iranien, c'est d'obtenir un gain net global, ce qui implique qu'il peut accepter de perdre quelque part s'il gagne davantage ailleurs. A chaque élection, le président sortant doit défendre ce bilan devant le Guide qui lui donne ou non quitus. C'est l'un des enjeux de la présente élection présidentielle. On peut identifier sept systèmes qui modèlent la politique extérieure de l'Iran :

- Le système « Golfe Arabo-Persique » : importance géopolitique;
- Le système « Mer Caspienne » : importance géopolitique ;
- Le système « Levant » : importance idéologique doublée d'intérêts géopolitiques et économiques (volonté d'exporter les hydrocarbures en direction de l'Europe et de la Méditerranée) ;
- Le système « monde musulman chiite » : importance idéologique ;
- Le système « OPEP » : importance économique cardinale ;
- Le système « Océan Indien » : importance économique ;
- Le système « Asie » : importance économique.

Autant le régime iranien peut se montrer pragmatique et calculateur sur les systèmes guidés par les intérêts économiques et géopolitiques, autant cela lui est très difficile pour les systèmes guidés par l'idéologie dans lesquels le clergé¹⁸ et les pasdarans conservent la main. Tout particulièrement au Levant, se croisent sa volonté de protéger les chiïtes libanais, de soutenir le régime syrien (son plus vieil allié) et de faire pression sur Israël.

Cette diplomatie mosaïque vient télescoper les discussions entre Russes et Américains qui semblent vouloir définir deux zones d'influence au Moyen-Orient pour s'assurer d'un statu quo régional satisfaisant leur agenda global. La première zone, dominée par le partenariat Russie-Iran, s'étend à l'Irak et à la Syrie. La seconde, fondée sur un étroit partenariat entre les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite, laisse la Turquie isolée de plus en plus proche de la Russie avec laquelle elle multiplie les partenariats économiques. Cette nouvelle division géostratégique ne résout pas les foyers

16. Même si Téhéran négocie actuellement avec Moscou l'acquisition de chasseurs bombardiers Su-30 et Su-34. Les pays asiatiques se positionnent déjà comme d'éventuels pourvoyeurs d'armement à l'Iran.

17. « Géopolitique de l'Iran ; la renaissance ? », *Diplomatie*, 37, 2017, p. 85 ; ce budget reste néanmoins très inférieur à celui de l'Arabie saoudite (48 milliards de dollars) et des EAU (24 milliards de dollars).

18. Il est intéressant de souligner à cet égard le bon niveau d'anglais des membres du clergé impliqués dans les affaires internationales, à l'inverse de nombreux militaires, fonctionnaires, pasdarans et même de certains universitaires incapables de s'exprimer dans la langue de Shakespeare.

de friction entre l'Iran et l'Arabie saoudite : Yémen, détroit du Bab el-Mandeb, détroit d'Ormuz, Bahreïn, Koweït, Irak, Syrie et Liban. Sur ce dernier terrain, l'Arabie saoudite semble avoir perdu la main, comme en témoignent l'élection de Michel Aoun et la nomination de Saad Hariri au poste de Premier ministre qui résulteraient d'un compromis entre l'Iran et les États-Unis¹⁹.

Seule une négociation directe devrait permettre un apaisement régional. Une entente avec l'Arabie saoudite paraît possible, notamment autour d'une remontée des prix du pétrole et de la lutte contre Daech et Al-Qaïda (lorsqu'une partie des djihadistes chassés d'Irak et de Syrie trouveront refuge en Arabie). En attendant que les dirigeants saoudiens acceptent de rejoindre la table de négociation, l'Iran maintient la pression. A cet égard, le Yémen, qui n'appartient à aucun des systèmes iraniens et qui se trouve dans la zone d'influence américano-saoudienne, devrait pouvoir être sacrifié par Téhéran au moment le plus opportun. Le message subliminal du régime iranien au pouvoir saoudien paraît limpide : « tant que vous contestez mon leadership dans le détroit d'Ormuz, je conteste le vôtre dans le détroit de Bab el-Mandeb ».

Bien qu'ils s'en méfient au plus haut point²⁰, les Iraniens montrent actuellement un fort intérêt pour les Britanniques qui, à l'inverse des Américains, réinvestissent la région du Golfe et sont à la recherche de contrats substantiels à la suite du BREXIT. Enfin, Téhéran cherche à renouer des liens avec l'Égypte perçue comme un contrepoids à l'Arabie saoudite au sein du monde arabe. Les Iraniens semblent persuadés que Sissi est pragmatique et que l'alliance Arabie saoudite-Egypte ne survivra pas à la crise économique et financière qui affecte le royaume saoudien.

LE CAS PARTICULIER D'ISRAËL

À maints égards et même si Israël reste l'adversaire fantasmé, les sociétés iraniennes et israéliennes se ressemblent : elles n'ont aucun différend territorial entre elles, entretiennent la même méfiance à l'égard de leurs voisins arabes et développent une même paranoïa de la « citadelle assiégée » proche de la schizophrénie. C'est ce qui cimentait l'alliance irano-israélienne à l'époque du Chah. Quant à leurs dirigeants, ils demeurent parfaitement rationnels, analysent de manière pertinente l'environnement régional et évaluent avec finesse les rapports de force. Il convient de rappeler que dans les premiers temps de la révolution islamique, pendant la guerre Iran-Irak, le gouvernement du Likoud (Begin-Sharon) livrait d'importantes quantités d'armes et de munitions au régime des mollahs, pour mieux combattre l'adversaire commun irakien²¹. C'est Ronald Reagan, empêtré dans le scandale de l'Irangate, qui imposa aux Israéliens l'arrêt de cette coopération militaire. Sous les présidences Rafsandjani puis Khatami (1989-2005), Israéliens et Iraniens entretenaient un dialogue informel qui leur permettait de discuter des dossiers régionaux, de maintenir une certaine forme d'équilibre et d'éviter une montée aux extrêmes, notamment s'agissant du Hezbollah. Côté iranien, la stigmatisation du « petit Satan » israélien visait essentiellement à séduire les masses arabes face aux régimes en place accusés d'abandonner les intérêts palestiniens.

Ce n'est qu'en 2005 que l'Iran et Israël se sont désignés comme adversaires irréductibles. Le gouvernement israélien, qui savait ne plus rien craindre d'un régime baasiste irakien abattu par Washington, n'avait plus besoin de ménager un allié de revers face à Saddam Hussein, a fortiori après l'accélération du programme nucléaire iranien et l'élection du populiste Mahmoud Ahmadinejad à la présidence iranienne. Ce dernier avait pour sa part besoin d'un repoussoir pour justifier son discours populiste et faire oublier ses échecs économiques. La guerre de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah n'a fait que raviver les tensions.

En 2013, l'arrivée au pouvoir de Hassan Rouhani en Iran a changé la donne et a laissé entrevoir une sortie négociée, comme l'ont reconnu de nombreux responsables sécuritaires israéliens ; le problème reste aujourd'hui doublement politique. En Israël, Benjamin Netanyahu a forgé son fonds de commerce électoral sur une ligne intransigeante à l'encontre de l'Iran ; il ne saurait revenir dessus sans se décrédibiliser et risquer ainsi sa survie politique, alors même qu'il est menacé sur sa gauche et sur son extrême droite. En Iran, le régime a fondé sa survie sur un discours idéologique mobilisateur sur lequel il a beaucoup de mal à revenir, à moins de privilégier ouvertement un discours nationaliste et pragmatique fondé sur les intérêts géopolitiques et économiques de la « Perse éternelle »²². C'est indubitablement l'un des enjeux cachés de l'élection présidentielle et des débats qui entourent la désignation, à terme, d'un nouveau Guide.

19. Comme plusieurs experts proches de la Guidance l'ont laissé entendre à l'auteur lors de son déplacement à Téhéran.

20. Les autorités iraniennes rappellent les déclarations hostiles de Theresa May lors de sa participation au conseil du CCG, le 6 décembre 2016. Le Royaume-Uni a occupé une partie de la Perse, puis de l'Iran, du XIXe siècle aux années 1950.

21. Confer les nombreux développements et témoignages inclus dans mon ouvrage précité *The Iran-Iraq War*.

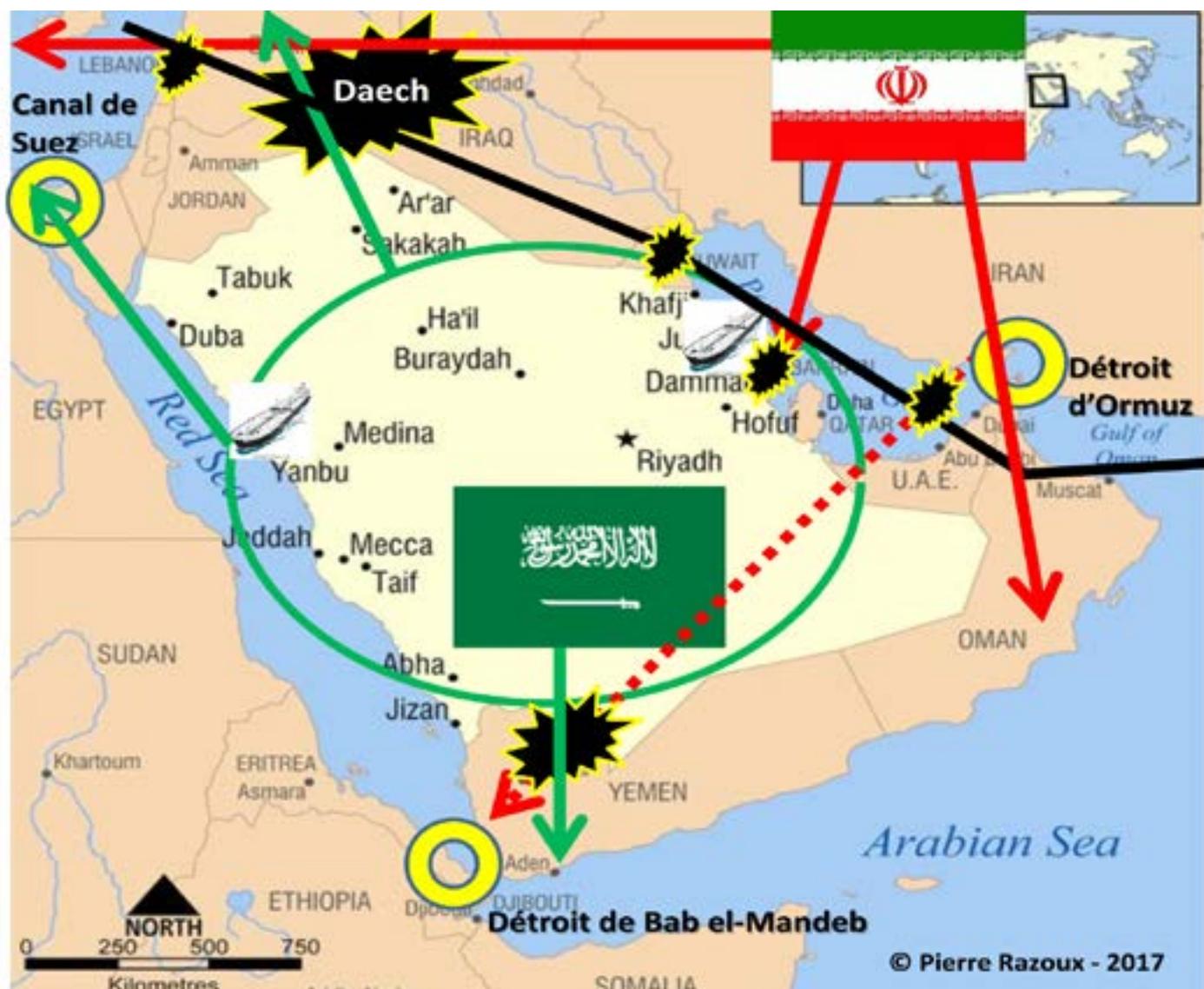
22. Pierre Pahlavi, « Quel rôle géopolitique pour l'Iran ? », *Diplomatie*, 37, 2017, p. 46-50.

À Téhéran, nombreux sont ceux qui estiment qu'il est trop tôt pour une reprise du dialogue, même s'ils n'en rejettent pas le principe. Hassan Rouhani a rappelé à plusieurs reprises que l'Iran pourrait établir des relations diplomatiques avec Israël dès qu'une solution juste serait apportée à la question palestinienne. En Israël, nombreux sont ceux qui souhaitent faire monter les enchères, conscients qu'Israël aurait tout intérêt à renouer un dialogue informel avec l'Iran²³.

Tout devrait donc inciter les Iraniens et les Israéliens à renouer un dialogue discret pour envisager l'avenir de la région et combattre plus efficacement les menaces communes, d'autant qu'environ 15 000 Juifs demeurent encore aujourd'hui en Iran (ils sont représentés au Majles par un député).

POUR ALLER PLUS LOIN

Carte de la rivalité géostratégique entre l'Iran et l'Arabie saoudite



23. Comme l'a reconnu le professeur israélien David Menashri, lors d'une visite à l'IRSEM les 4-5 avril 2017.

L'Iran en quelques chiffres

Superficie : 1 648 195 km²

Population : 82 millions d'habitants (très faible proportion d'étrangers, essentiellement des réfugiés afghans ; présence marginale d'occidentaux) ; population urbaine à 73 %.

Principaux groupes ethniques : Persans (47 %), Azéris (21 %), Kurdes (10 %), Loris (8 %), Arméniens (7 %), Arabes (3 %), Baloutches (2 %), autres (2 %).

Religions : Chiites (92 %), Sunnites (7 %), autres (1 % = Chrétiens, Zoroastriens, Juifs).

PIB (2016) : 412 milliards de dollars (50 % issus des hydrocarbures).

Croissance annuelle (2016) : + 4 %.

Inflation (2016) : 8 %.

Taux de chômage : 18 % (30 % chez les jeunes).

Dettes publiques (2016) : 12 % du PIB.

Production journalière de pétrole (2017) : 3,6 millions de barils / jour (capacité : 6 millions).

Production journalière de gaz naturel (2017) : 885 millions de mètres cubes / jour.

(4^e réserve mondiale de pétrole et 2^e réserve mondiale de gaz naturel).

Budget de la Défense (2016) : entre 14 et 16 milliards de dollars (soit 3,6 % du PIB)

Service militaire obligatoire de 21 mois.

Forces armées (2017) : 680 000 hommes (25 divisions, 1500 chars, 225 avions de combat) :

Armée régulière (Artesh) : 350 000 hommes ; Corps des Gardiens de la révolution (Sepah – Pasdarans) : 130 000 hommes ; Forces aériennes et anti-aériennes : 32 000 (225 avions de combat + missiles S-200/S-300) ; Marine : 18 000 hommes (10 navires de premier rang dont 3 sous-marins Kilo) ; Bassidj (milice de mobilisation populaire) : environ 100 000 hommes en permanence ; Garde-frontières : 50 000 hommes.

Conseiller militaire spécial du Guide : Rahim Safavi

Conseiller diplomatique du Guide : Ali Akbar Velayati

Ministre de la Défense : Hossein Dehqan

Commandant en chef des *Pasdarans* : Mohammad Ali Jafari

Commandant de la Force Qods : Qassem Soleimani

Chef de l'état-major général (Artesh) : Mohammad Hossein Bagheri

Bibliographie

Coville Thierry (dir.), « L'Économie politique de la République islamique d'Iran », *Revue internationale des études du développement*, 229, 2017-1.

« Géopolitique de l'Iran ; la renaissance ? », *Diplomatie*, 37, 2017.

Djalili Mohammed Reza & Kellner Thierry, *Histoire de l'Iran contemporain*, La Découverte, 2017.

Djalili Mohammed Reza & Kellner Thierry, *L'Iran en 100 questions*, Taillandier, 2016.

Hafeznia Mohammad Reza, « Active Geostrategic Faults in the World », in *Geopolitics Quarterly*, 12: 4, hiver 2017.

Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, Armand Colin.

Kian Azadeh, *L'Iran : la vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*, Michalon, 2011.

Leroy Didier, *Le Hezbollah libanais : de la révolution iranienne à la guerre syrienne*, L'Harmattan, 2015.

« Iran : une société face à la mondialisation », *Moyen-Orient*, 32, 2016.

Pahlavi Pierre et Pahlavi Christian, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*, Perrin, 2015.

Pirzadeh Mariam, *Quand l'Iran s'éveille*, La Martinière, 2016.

Prémonville Antoine-Louis (de) et Flichy de la Neuville Thomas (dir.), *Géopolitique de l'Iran : de l'empire confiné au retour de la puissance*, PUF, 2015.

« Iran : le retour », *Questions internationales*, 77, 2016.

Razoux Pierre, *The Iran-Iraq War*, Harvard University Press/Belknap, 2015.

Pierre RAZOUX est directeur de recherche à l'IRSEM. Auparavant, il a été responsable du programme « Afrique du Nord / Moyen-Orient » au Collège de Défense de l'OTAN, à Rome, après avoir été chargé de missions à la Délégation aux Affaires Stratégiques et avoir servi trois ans au sein de la division politique du ministère de la Défense britannique. Ancien auditeur de la 67e session nationale de l'IHEDN, il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *La guerre Iran-Irak – Première guerre du Golfe* (Perrin), dont la version anglaise *The Iran-Iraq War* (Harvard) a été récompensée aux États-Unis par le prix du meilleur ouvrage 2016 décerné par la Society for Military History.

Cette note de recherche synthétise les informations acquises lors d'un terrain à Téhéran en novembre 2016, de nombreux entretiens plus récents et des enseignements du colloque international sur l'avenir de l'Iran organisé par l'IRSEM, l'Institut français de géopolitique (IFG) et l'université Paris 8, le 29 novembre 2016 à l'École militaire, qui a réuni les meilleurs experts francophones du sujet.

Contact : pierre.razoux@defense.gouv.fr